

---

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

---

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 12 juin 2023  
Régulièrement convoqué le 02 juin 2023

Le 12 juin 2023 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, M. Laurent CHAUEAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Julien DECORTE, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI (arrivée à la 0.00), M. Corentin CATELLA, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Jacques SÉBILLE, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** Mme Ghislaine SAVIN (pouvoir Mme Sylvie VERCHÈRE), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Fabienne MENOVAR), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. François COUTOS-THEVENOT (pouvoir M. Jean-Frédéric FABERT), M. Laurent MILAZZO (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET),

**Absent(e)s ou excusé(e)s :** M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Françoise CAPMAL

**Secrétaire de Séance :** Mme Emeline MEHUKAJ

#### **4.01 - CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE RÉSEAU AVEC ENEDIS SUR LA PARCELLE COMMUNALE CADASTRÉE CM 317 – ALLÉE JEAN-PIERRE MARRE**

**Monsieur Laurent CHAUEAU, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

Dans le cadre de la délivrance du permis de construire n°02619821M0316 pour la réalisation d'une maison d'habitation située allée Jean-Pierre Marre, ENEDIS doit créer une extension de réseau.

Pour ce faire, deux canalisations souterraines seront implantées sous la voirie communale sur une longueur de 30 mètres (CM 317) pour rejoindre la parcelle cadastrée CM 89, objet du permis de construire.

Par conséquent, il convient de constituer une convention de servitude de passage de réseau sur la parcelle communale cadastrée CM 317.

La convention rédigée par ENEDIS pour acter l'existence juridique de cet ouvrage reprend les conditions générales et particulières relatives à la constitution de telles servitudes et mentionnent les points suivants :

- Les canalisations souterraines s'étendent sous la chaussée s large et sur une longueur de 30 mètres ainsi que leurs accessoires,
- La Ville autorise ENEDIS à laisser pénétrer ses agents et ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis,
- L'établissement de la servitude ne donne pas droit à indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux, ENEDIS s'engageant à remettre en état le terrain après travaux,
- La Ville s'interdit dans l'emprise des ouvrages d'effectuer des plantations,
- La présente convention est conclue pour la durée des ouvrages,
- Un plan détaillé, joint à la convention, précise le tracé du passage des ouvrages.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code de l'énergie et notamment son article L.111-91 qui garantit un droit d'accès aux réseaux publics,

Vu le projet de convention susmentionné ci-annexé,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

### DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de servitude de passage de réseau au profit d'ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée CM 317 à intervenir,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document y afférent,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

### POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 13 juin 2023

Le Maire,  
Julien CORNILLET



La secrétaire de séance  
Emeline MEHUKAJ